Le DIALOGUE

Bonne & Heureuse Année 2018

Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

N°081 du 17 Janvier 2018

Récépissé n°0477/04/02/14/HAAC

Prix : 250FCA

LE PROCESSUS ÉLECTORAL MIS EN BRANLE :

L'ANPE lance des recrutements pour le compte de la CENI

Page 5

CRISE DES MIGRANTS :

Elom Attissogbé : "Il est temps d'agir"

Page 7

Elom Attissogbé, Directeur Exécutif de S.O.S. MIGRANTS

MARCHES GIGANTESQUES DU PARTI UNIR DANS TOUTES LES RÉGIONS DU PAYS :

Une démonstration de force pour soutenir Faure Gnassingbé et réclamer la tenue du référendum

Page 3

ACCALMIE PRÉCAIRE DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF ET RÉSOLUTION DE LA CRISE SCOLAIRE :

LES SYNDICATS ACCORDENT ENCORE UNE SEMAINE À L'AUTORITÉ

Page 5

Atsu Atcha, Coord. CSET

LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE L'HYDRAULIQUE AU CŒUR DES JOURNÉES PORTES OUVERTES À LOMÉ:

Le public est invité pour des critiques constructives

Page 5

L'OPPOSITION FAIT ENTORSE À LA LOI FONDAMENTALE :

La coalition des 14 partis rejette la tenue d'une consultation référendaire

Page 4

Atchadam Tikpi | Adjamagbo-Johnson | Apévon Dodzi | Jean-Pierre Fabre

jeuKDO
TMONEY
Utilisez TMoney
et Gagnez
CHAQUE SEMAINE DE
SUPER CADEAUX
COMPOSEZ
*145#
ET FAITES VOS
TRANSACTIONS
KICKS
PLUS DE 830 LOTS À GAGNER...
LE LEADER
service client : 888
www.facebook.com/Togocel
www.twitter.com/togocel
www.togocel.tg
certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

MARCHES GIGANTESQUES DU PARTI UNIR DANS TOUTES LES RÉGIONS DU PAYS :

Une démonstration de force pour soutenir Faure Gnassingbé et réclamer la tenue du référendum

La journée de samedi 13 janvier dernier a été marquée au Togo par des manifestations politiques. Pouvoir et opposition ont démontré leur force de mobilisation. Les militants du parti au pouvoir ont manifesté dans toutes les régions du pays pour réclamer la tenue d'un référendum, l'ouverture du dialogue sans préalable et soutenir la politique de développement du chef de l'Etat Faure Gnassingbé. C'est en grand nombre qu'ils ont déferlé dans les rues de certaines villes de l'intérieur du pays pour témoigner leur soutien à la politique de paix et de développement du chef de l'Etat.

Plusieurs milliers de militants de Tchamba et Tchaoudjo, mobilisés à Tchamba.

Dans certaines villes comme à Tsévié, à Atakpamé, à Sotouboua, à Bassar, à Kara à Dapaong et à Tchamba, c'est la même déclaration qui a été faite. A Tsévié, Kodjo Adédzé n'a pas manqué de rappeler combien la grandeur du parti Unir est indéniable : " Par cette mobilisation, vous venez une fois encore de démontrer que le parti Unir est le plus grand parti au Togo " a-t-il déclaré. Habillés aux couleurs bleu et blanc du parti, les militants ont sillonné les artères de la ville de Tsévié avant de chuter au stade Docteur Kaolo, où s'est tenu un grand meeting. Tous les cadres du parti, Kodjo Adédzé vice-président région maritime, Victoire Tomegah-Dogbé ministre du développement à la base de l'artisanat et de l'emploi des jeunes, Malik Natchaba président du Mouvement des Jeunes pour UNIR (MJU) étaient présents à cette marche.

Des milliers de militants de UNIR ont battu le pavé à Tsèviè...

Au cours du meeting, une déclaration des militants et militantes a été livrée à l'intention de l'opinion nationale et internationale. Les différentes agitations sur le plan sociopolitique observées aux derniers mois de l'année 2017 ont été dans un premier temps évoquées, avec pour caractéristiques l'escalade de la violence et des pertes en vies humaines. L'adoption le 05 septembre 2017 du projet de loi de révision constitutionnelle et son vote par l'Assemblée nationale et la participation de sa mise en œuvre ont été des actions qui traduisent dans cette déclaration la volonté du chef de l'Etat à accélérer le processus de réformes.

Kodjo Adédzé a invité tous les militants à s'aligner derrière la politique du président Faure. Il a aussi souligné le caractère pacifique de la manifestation et à inviter les militants à être à l'écoute du parti.

Notons que cette occasion a permis également de rappeler les actions qui seront posées cette année dans l'optique du mandat social du chef de l'Etat, entre autres la couverture d'assurance pour 2 millions d'élèves, le renforcement des filets sociaux avec les transferts monétaires qui passeront de 30.000 à 120.000 bénéficiaires sur les trois prochaines années.

Dans la préfecture de Tchamba, plus de10000 militants et sympathisants des préfectures de Tchaoudjo et Tchamba ont démontré leur capacité et leur militantisme derrière le chef de l'Etat.

Dans cette localité, la manifestation a démarré au niveau de la gare routière de la ville pour chuter à l'école primaire publique centrale. Les manifestants brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : " le référendum est la seule voie de sortie de crise ", " Faure, homme de paix, de dialogue et de développement ", " Unir Tchamba-Tchaoudjo dit oui au référendum "

Le vice-président Unir de la région centrale le DG Atcha Dédji Affoh a d'abord remercié les militants pour leur engagement aux côtés du chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Le militant Atcha s'est ensuite réjoui pour, cette mobilisation de ce 13 janvier qui restera une date historique pour le grand parti UNIR dans la région centrale et dans tout le pays.

" A travers cette forte mobilisation que nous avions constatée aujourd'hui, nous sommes convaincus une fois de plus, que les vaillantes populations de Tchamba et de Tchaoudjo adhèrent à la politique de Faure Gnassingbé, président national de notre grand parti, union pour la république " a déclaré le vice-président de la région centrale.

Les militants UNIR Dapaong n'étaient pas du reste.

Quant au porte-parole des militants et sympathisants du parti Unir région centrale le militant Ousmane Katafara, il a souhaité, au nom de tous les militants, que le chef de l'Etat " siffle la fin de la récréation ". Ensemble, ils ont salué la sagesse et la sérénité avec lesquelles le président Faure Gnassingbé a pu faire " échec aux stratégies et plans machiavéliques des ennemis du progrès au Togo "

La marée humaine à Kara ...

Les militants de UNIR, sont demeurés convaincus que seul un dialogue sans préalable ni condition fallacieuse constitue la voie du progrès et de sortie de crise. C'est pourquoi, ils ont invité toutes les parties prenantes à œuvrer dans ce sens.

Les premiers responsables du parti de la région centrale ont demandé aux militants de rester mobilisés et à ne céder à aucune provocation.

En ce qui concerne les autres villes du pays où les marches du parti UNIR ont eu lieu, c'est le même message qui a prévalu. Les militants et sympathisants du parti au pouvoir ont pris à témoin l'opinion nationale et internationale en réaffirmant leur engagement total à soutenir les institutions de la république et les valeurs citoyennes qui fondent toute démocratie. Ils ont également reconnu le nouvel élan insufflé par le président Faure Gnassingbé par la mise en œuvre de son programme de développement économique, politique et social. Parlant des manifestations politiques entachées de violences, les militants et sympathisants du parti UNIR invitent " le gouvernement à dresser un bilan exhaustif des dégâts occasionnés " et de laisser " la justice faire son travail afin que les coupables répondent de leurs actes ".

Les militants ont aussi rappelé que " conformément à notre loi fondamentale, c'est maintenant au peuple togolais tout entier, détenteur de la souveraineté nationale, qu'il appartient de se prononcer " comme l'avait souligné le chef de l'Etat Faure Gnassingbé dans son discours de vœux le 03 janvier dernier.

KADI

L'OPPOSITION FAIT ENTORSE À LA LOI FONDAMENTALE :

La coalition des 14 partis rejette la tenue d'une consultation référendaire

Le samedi 13 janvier dernier a été très riche en manifestation politique au Togo. Les militants et sympathisants du parti UNIR ont manifesté dans certaines villes de l'intérieur du pays pour soutenir la politique de Faure Gnassingbé. La coalition des 14 partis de l'opposition quant à elle était dans les rues de Lomé pour la même rengaine, celle de demander le retour à la constitution de 1992. Comme à leur habitude, les militants de l'opposition ont parcouru certaines artères de la capitale pour chuter à la plage où ils ont tenu un meeting politique.

Jean-Pierre Fabre

Atchadam Tikpi

Brigitte Adjamagbo-Johnson

Paul Dodzi Apévon

Les leaders de l'opposition au rang desquels se trouvait Jean-Pierre Fabre et comparse ont touché du doigt à plusieurs sujets d'actualité nationale. Ils se sont également intéressés aux manifestations du parti au pouvoir à travers le pays.

Parlant de l'actualité sociopolitique au Togo, Fabre jette du discrédit sur le pouvoir avec des accusations du fait que certains militants du parti UNIR étaient dans les rues de l'intérieur du pays pour soutenir la politique de Faure Gnassingbé et réclamer la tenue d'un référendum.

Face à cette manière trop expéditive de Fabre sur le référendum, il a lieu de faire remarquer que le référendum est une disposition de la loi fondamentale notamment à son article 144 qui fait obligation au chef de l'Etat de faire appel au peuple pour trancher au cas où le quorum des 4/5 sur un projet de loi à l'assemblée nationale n'est pas été atteint. En légaliste, Jean-Pierre Fabre est censé connaître cette loi que de faire preuve de myopie politique en chargeant le pouvoir.

Les marches itératives constituent aujourd'hui une entorse à l'économie nationale et aux activités commerciales que les militants du parti UNIR ont brisé le silence pour demander l'arbitrage légitime du peuple souverain. Mais Jean-Pierre Fabre ne l'entend pas de cette oreille et avec des propos discourtois, estime que le président Faure Gnassingbé dont le mandat est en cours, doit partir.

Pire, il jette le pavé dans la mare en affirmant qu'ils feront en sorte qu'il n'y ait pas référendum. Cette position tranchée de Fabre, chef de file de l'opposition donne des sueurs froides aux bonnes consciences qui se demandent si réellement le président de l'ANC a une véritable orientation politique. Est-il possible de demander à un président élu démocratiquement dont le mandat, continue de quitter le pouvoir sous prétexte qu'une partie du peuple réclame son départ ?

La démocratie, c'est la loi de la majorité et Faure Gnassingbé a été élu à plus 56% des suffrages. C'est en somme une manie pour l'opposition de fouler aux pieds les valeurs démocratiques. Une chose parait évidente ; la coalition entend gouverner par la rue. Or les réformes réclamées à cor et à cri par l'opposition ont été d'ores et déjà prises en compte par le gouvernement par l'introduction d'une loi en septembre 2017 que l'opposition a refusé de voter à l'assemblée nationale.

Tout ceci conduit le pouvoir à recourir au peuple pour trancher à travers une consultation référendaire. Au lieu de continuer dans ses postures tranchées, la coalition ferait mieux de commencer par ménager sa monture au vu des enjeux électoraux qui se profilent à l'horizon.

La CENI vient de mettre en branle ses activités. Le Togo est dans une année électorale avec les législatives qui auront probablement lieu en juin ou juillet prochain. C'est maintenant ou jamais de se mettre en rang de bataille que de créer encore des polémiques sur le juridisme.

Le Dialogue

DJIMON ORÉ S'ÉGARE DANS UNE VISION POLITIQUE INCOMPRISE :

Le FPD vidé de ses premiers miltants

Le plus difficile en politique n'est pas de créer un parti, mais de bien le gérer et si possible parvenir à remporter les élections.

C'est en cela que former un parti politique ne doit pas être synonyme de faire uniquement intégrer dans les archives les pièces justificatives du parti.

Au Togo, tout porte à croire qu'il suffit de nourrir juste l'envie pour se créer une formation politique.

Le Togo qui compte environ 3 millions d'électeurs enregistre déjà plus de 112 partis politiques dont la majorité reste absente sur le terrain. Ces partis politiques naissent au fil des ans et meurent dans le silence sauf que personne ne les déclare officiellement morts.

En réalité tous ces partis, qui, quelques années après leur naissance, ne font plus jamais signe de vie doivent être considérés comme morts. Il y a plusieurs dizaines qu'on ne voit ni aux législatives, ni aux présidentielles et durant toute l'année, ils n'exercent aucune activité politique. Leur seule existence ne se retrouve que dans les archives administratives. Le Front des Patriotes pour la Démocratie (FPD) de Djimon Oré fait partie de l'un de ces partis politiques créés sous le simple effet d'humeur.

En effet, après avoir perdu son poste à la tête du ministère de la communication, Djimon Oré qui doit tout à son maître Gilchrist Olympyo va déverser toute sa colère sur ce dernier l'accusant de vouloir intégrer de force l'UFC à UNIR. Et pourtant, Djimon Oré était resté fidèle à Gilchrist Olympyo depuis le 26 mai 2010, date de l'accord RPT/UFC jusqu'au jour où il sera exclu de son parti(UFC) à cause de ses écarts de langage à l'endroit de son maître et de sa formation politique. L'ancien professeur d'histoire et géographie dans un collège privé d'Agoè digère mal qu'il ne soit pas reconduit dans le gouvernement d'alors. Huit mois après son départ de force de l'UFC, Djimon Oré traduit sa colère dans la création, en mai 2014, d'un parti politique propre à lui, le FPD.

L'ancien ministre de la communication devenu président d'un nouveau parti politique s'attaque à tous les acteurs politiques sans exception. Le pouvoir en place aussi bien que l'opposition dans son ensemble, sauf le FPD, sont à combattre. Djimon Oré pense avoir le seul secret pour sortir le Togo de l'ornière. Il ne croit ni aux élections, ni au dialogue. Il ne souhaite non plus une solution militaire. Pour lui, la seule solution reste une transition politique qui doit déboucher sur une nouvelle constitution de la 5ème République, alors qu'il n'est pas le tout premier ni le seul à proposer cette voie. Mais la plus curieuse des questions à poser à Djimon Oré est de savoir comment y parvenir sans dialogue.

Aujourd'hui, en moins de quatre ans après sa naissance, voilà son parti FPD qui vole en éclats. Tous les collaborateurs quittent la barque et s'orientent vers d'autres horizons. Le diktat du maître Oré devient insupportable par les membres du parti et les plus proches collaborateurs.

Djimon Oré veut être le président à tout faire, le seul qui sait tout, qui parle au nom de tous. Il ne veut aucune proposition contraire à sa volonté et gère le parti comme une propriété personnelle. Du vice-président jusqu'aux membres du comité directeur, tout s'explose.

Que reste-t-il à faire? Djimon Oré peut-il compter sur sa seule personne pour conserver son siège à l'assemblée nationale aux prochaines législatives qui s'annoncent? Va-t-il reconstituer le parti avant les prochaines échéances électorales? Que peut-il faire aujourd'hui tout seul quand on sait que c'est sous le manteau de l'UFC qu'il a été élu député dans son fief à l'Est-Mono?

Même si Djimon Oré a toujours clamé haut et fort que c'est grâce à lui que son ancien parti UFC a pu obtenir un siège à l'Est-Mono, il n'en demeure pas moins que c'est aussi le parti de Gilchrist qui lui a permis d'avoir la petite renommée dans sa localité. Il faut aussi préciser que le parti de Djimon Oré (FPD) qui

Djimon Oré

est sur le point de mourir prématurément en moins de quatre ans de vie ne s'est jamais mesuré avec les autres formations politiques dans une compétition électorale. Si rien n'était sûr que le FPD bien portant puisse battre les grands partis à une élection, ce n'est pas avec des pieds cassés qu'il arriverait à bout des prochaines hostilités électorales face aux dinosaures politiques même dans son fief à l'Est-Mono.

Au finish, Djimon Oré risque à l'avenir de perdre la petite chance qui lui teste: son siège à l'assemblée nationale.

Théo

LeDIALOGUE
Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

Directrice de la Publication : Talata SIBABI Tél : 92 70 73 36

Rédacteur en chef :
POULI Pierre (91 96 04 53)

Rédaction :
Kadi, POULI Pierre,
Appolinaire, Junior AGBÉ

Imprimerie :
IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.

Tirage :
1.500 exemplaires

LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE L'HYDRAULIQUE AU CŒUR DES JOURNÉES PORTES OUVERTES À LOMÉ:

Le public est invité pour des critiques constructives

Le Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique (MAEH) dans l'optique de faire connaitre ses programmes et ses projets, a ouvert le lundi 15 janvier dernier ses portes au grand public de Lomé.

C'est une première édition qui permettra au public de comprendre et de se familiariser avec les différents projets qui ont été financés par l'Etat et les bailleurs de fonds dans le compte de l'agriculture, de l'eau et de l'assainissement.

Au lancement des activités, on notait la présence des responsables des institutions de la République, les membres du gouvernement, les représentants des organisations internationales, des partenaires techniques et financiers, des représentants des organisations de producteurs agricoles, des institutions de recherche et des membres des associations de la société civile.

Visite guidée des stands

De nos jours l'agriculture occupe une place importante dans le quotidien des paysans togolais. Une place qui a amené le gouvernement à définir les grands axes de sa politique de développement agricole. Une politique qui a permis d'employer plus de 90 % des ménages ruraux avec près de 54% de la population active.

Ce qui contribue à hauteur de 43% du PIB national. " Le ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique : nos chantiers "est le thème retenu pour enrichir les débats tout au long de ces journées portes ouvertes qui ont déjà commencé le lundi 15 janvier et qui se termine le samedi 20 janvier 2017.

A travers ce thème, le ministère veut ouvrir une vitrine d'échange afin de faciliter la création d'entreprises en mettant l'accent sur les technologies mises au point par les projets pour contribuer à réduire l'extrême pauvreté et promouvoir la croissance socio-économique. Pendant ces quatre jours également, les différents départements et démembrements du ministère à l'instar de l'Agence Nationale pour la Sécurité Alimentaire au Togo (ANSAT) ; l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT), l'Office national des Abattoirs et Frigorifiques (ONAF) et l'Institut de Recherches Agronomiques Tropicales (IRAT) seront aussi à l'honneur.

Aujourd'hui, il faut dire que le secteur agricole demeure une priorité de l'Etat pour l'essor de l'économie togolaise. Les projets tels le PASA, PNPER, PPAAO, ou encore les Agropoles, seront expliqués au grand public.

Signalons que le gouvernement en initiant ses journées portes ouvertes au niveau de l'agriculture, met la lumière sur ses actions surtout en ce qui concerne ses programmes et investissements pour la promotion et le développement du secteur agricole togolais.

Junior

ACCALMIE PRÉCAIRE DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF ET RÉSOLUTION DE LA CRISE SCOLAIRE :

Les syndicats accordent encore une semaine à l'autorité

Le cours normal des choses semble être repris depuis le 08 janvier dernier après les congés de Noël. Ce constat qui donne l'air d'un retour à la normale n'est qu'en réalité une apparence.

En effet, les différentes fédérations syndicales de l'éducation ont adressé au gouvernement, en début de la semaine dernière, un courrier pour lui demander d'œuvrer à ce que les discussions reprennent au plus deux semaines à compter du 11 janvier pour trouver une solution définitive à la crise qui secoue le système éducatif au Togo.

Mais à la rencontre de jeudi, 11 janvier passé, le gouvernement a plutôt promis la mise sur pied d'une nouvelle commission pour étudier la question des primes que revendiquent les enseignants, une procédure qui, pour certains observateurs, fait croire que le gouvernement ne pourra pas, dans ces conditions, faire aboutir les discussions dans les délais indiqués par les syndicats.

Atsu Atcha, coordinateur de la CSET

Déjà à la CSET, la base gronde depuis plusieurs jours parce que, selon les informations à notre disposition, la coordination nationale tarde à déposer sur la table du gouvernement un courrier de mot d'ordre de grève pour exprimer le mécontentement des enseignants face à la lenteur qu'observe l'autorité dans la résolution de la crise.

Les responsables syndicaux, quant à eux, gèrent comme ils peuvent la colère de plusieurs enseignants à la base tout en espérant une suite favorable de l'autorité d'ici le jeudi, 25 janvier 2018.

De sources sûres venant des informations de dernières minutes, une note serait déposée hier sur la table du gouvernement par la CSET appelant les enseignants à un sit-in sur les lieux du travail ce mercredi, ceci pour exprimer leur mécontentement suite au discours du premier ministre le jeudi dernier.

Vivement que le gouvernement prête oreille attentive aux doléances des fédérations syndicales pour un terrain d'entente afin de mettre fin à cette crise qui devient interminable.

Théo

LE PROCESSUS ÉLECTORAL MIS EN BRANLE :

L'ANPE lance des recrutements pour le compte de la CENI

A l'issue du conseil des ministres du10 janvier dernier à la Présidence de la République sous la présidence du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, il a été adopté un décret fixant le nombre des commissions électorales locales indépendantes (CELI) et leurs ressorts territoriaux. Ce décret vient ainsi donner la voie aux consultations référendaires et électorales, prévues pour l'année 2018.

C'est dans ces perspectives que l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) vient de lancer des recrutements pour le compte de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) aux titres des emplois temporaires. Ce recrutement de personnel permettra à la CENI de bien accomplir une partie de sa mission.

Le siègte de la CENI

Après étude de dossier, seront retenus dans le compte de ses consultations référendaire et électorales, prévues pour l'année 2018, 50 administrateurs de base de données, 10 développeurs d'applications, 2 administrateurs de réseaux locaux d'entreprise, 170 formateurs, 85 logisticiens, 45 assistants comptables, 70 techniciens-maintenanciers et 4600 opérateurs de saisie.

Pour être éligible à ce recrutement qu'organise l'ANPE, les postulants doivent être de nationalité togolaise. Le dossier de candidature comprend : une lettre de motivation adressée au DG de l'ANPE avec la mention " conditions du poste lues et approuvées " avant la signature, la copie des documents d'identité et celle, légalisée, des attestations de formations ou de diplôme. Signalons que la date limite de dépôt des dossiers est fixée au samedi 20 janvier prochain. Les conditions afférentes à ce recrutement de masse peuvent être consultées sur le site internet de l'ANPE.

Pour plus d'éclaircissement les postulants peuvent se diriger à l'adresse suivante : le https://www.anpetogo.org/index.php/component/content/article/90-offres-d-emplois /1661-4-600- operateurs-de-saisie-ops-hf

La rédaction

CINQUIÈME TIRAGE DU JEU KDO TMONEY :

TOGO CELLULAIRE CONTINUE PAR RÉCOMPENSER SES FIDÈLES ABONNÉS

Lentement mais sûrement le jeu KDO TMONEY démarré depuis le 1er décembre 2017 tire vers la fin. Le vendredi 12 janvier dernier dans les nouveaux locaux de la direction de la distribution au carrefour DONOU, le leader de la téléphonie mobile à, en effet, procéder à l'avant dernier tirage du jeu organisé autour du service TMoney.

Le jeu KDO TMONEY repose sur le principe du cumul de points par tout abonné prépayé ou post payé de Togo cellulaire, titulaire d'un compte TMoney, à partir de toute transaction via son compte TMoney; ouverture de compte, enregistrement, dépôt, transfert vers cash, retrait d'argent, paiement de facture d'eau ou d'électricité ou encore d'abonnement Canal + et de trimestre pour les transporteurs routiers, achat de crédit voix ou data et Des paiements marchands.

Des points attribués en fonction de la nature et du montant des transactions qui, rendent éligibles au tirage chaque client à travers quatre segments. D'abord ceux ayants cumulés 100 points et plus, ensuite le segment de 200 points et ceux de 300 et 400 points.

Représentant le Directeur Général, ATCHA-DEDJI Affoh lors cette cinquième cérémonie de tirage, M. AGO BAZAA Bawubady, Directeur commercial et marketing de la filiale du Groupe TOGO TELECOM, Togocel, a indiqué qu'au-delà des récompenses pour fidéliser les clients, le jeu KDO TMONEY a pour but de vulgariser les usages des services et à les booster.

Il a aussi invité les abonnés et non abonnés du réseau a essayé et adopté ce service de paiement électronique des services marchands, factures, entre autres. De nouveaux usages du service seront développés au cours de cette année

Photo de famille des gagnants

2018 pour faciliter la vie à plus d'un million d'utilisateurs et aux autres qui prendront le train marche.

Comme depuis les quatre derniers vendredi, Togocel a encore fait des heureux gagnants lors du cinquième tirage au sort. Des lots de plusieurs motos, d'ordinateurs, de dotations TMONEY et de forfaits de communication packagés ont encore été remportés par des abonnés.

Parallèlement, les chanceux du quatrième tirage au sort ont reçu leurs dus, des motos, ordinateurs, des dotations TMONEY et des forfaits de communication. Tout ceci s'est fait sous la supervision de Me Doris KPOGNON, huissier de justice commis par Togocel pour attester du cadre légal et de la transparence du dispositif électronique du tirage au sort. Divers lots dont une superbe voiture Nissan kick 2017 sont encore dans la cagnotte.

Plus de 830 lots ont été distribués par le leader de la téléphonie mobile pendant ce jeu dont le dernier tirage est prévu le vendredi prochain.

Avis donc aux utilisateurs du service à multiplier les transactions pour avoir plus chance d'être tirer au sort. Seul le numéro court 992 est dédié pour informer les éventuels chanceux.

Maxime

FRANCE :

Emmanuel Macron annonce un "plan global" pour les prisons "avant fin février"

La ministre de la Justice Nicole Belloubet, se rendra mardi 16 janvier dans la prison de Vendin-le-Vieil, près de Lens, dans le Pas-de-Calais. C'est de cet établissement qu'est partie la mobilisation des surveillants pénitentiaires qui touche plus de 90 prisons sur les 188 que compte la France. A l'origine, l'agression, jeudi dernier, de trois surveillants par un détenu jihadiste.

Barricades de palettes, pneus enflammés, l'objectif est désormais de perturber le plus possible le fonctionnement quotidien des prisons. Lundi, le président de la République a annoncé un " plan global " pour les prisons.

Quelques heures seulement après le lancement de l'opération " prison morte " à l'appel de trois syndicats, Emmanuel Macron s'est exprimé sur les conditions de détention en France. Il a souligné les difficultés qu'engendre la surpopulation, aussi bien pour les détenus que pour le personnel.

Emmanuel Macron a annoncé un "plan global" pour les prisons alors que la colère gronde parmi les surveillants qui ont bloqué l'accès de dizaines d'établissements

" Indigne ce taux d'occupation de 139%, indigne les matelas au sol, indigne les conditions de travail des personnels pénitentiaires.

Pour autant, cette surpopulation est un symptôme et je ne veux pas une réforme qui ne cherche qu'à faire tomber la fièvre plutôt que de s'attaquer à la maladie ", a-t-il déclaré.

Profitant de son discours lors de l'audience de rentrée de la Cour de cassation, lundi, Emmanuel Macron a également fait une promesse : " J'ai demandé à ce qu'un plan pénitentiaire global me soit soumis avant la fin de février 2018 qui concerne non seulement les questions immobilières, mais les personnels pénitentiaires, qu'il s'agisse des personnels de surveillance ou des personnels de probation ou d'insertion. "

Un plan global remis au chef de l'Etat avant fin février. Un moyen peut-être aussi, à la veille de la visite de la garde des Sceaux Nicole Belloubet dans la prison de Vendin-le-Vieil, de calmer les esprits au sein du personnel pénitent

Source : rfi.fr

CRISE DES MIGRANTS :

Elom Attissogbé : " Il est temps d'agir "

Selon certains analystes, les récents propos de Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, président ghanéen pour un partenariat gagnant-gagnant entre les Etats africains et leurs partenaires occidentaux marque le début d'une prise de conscience des dirigeants africains. Ceci remet aujourd'hui en question l'apport véritable de l'aide au développement et les débats vont bon train face aux défis de l'heure. Elom Attissogbé, Directeur Exécutif de S.O.S. MIGRANTS, un think-tank qui œuvre pour l'emploi des jeunes, l'entrepreneuriat en Afrique et lutte également contre la migration clandestine, nous livre son point de vue.

Les récentes déclarations du président ghanéen, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, dixit " Nous voulons que nos relations avec la France soient caractérisées par une hausse des échanges commerciaux et les investissements et non par les aides ", continuent d'alimenter les débats. Marquent-elles le début d'une prise de conscience des dirigeants africains ?

L'aide au développement est une question qui revient sans cesse au cœur du débat. Au 21ème siècle, alors que le dynamisme des économies africaines est salué par de nombreuses institutions internationales avec des taux de croissance qui font pâlir d'envie, présentant l'Afrique comme le continent de l'avenir, on constate que l'aide au développement croît. Des pays africains sont sous perfusion internationale, et d'autres, carrément, ont un budget qui dépend de l'aide.

Le budget de l'Union Africaine, l'institution continentale qui regroupe les Etats d'Afrique, dépend en grande partie des ressources financières des puissances occidentales depuis plusieurs années. Ce qui a fait prendre, fort heureusement, de nouvelles résolutions à l'Union Africaine lors du récent sommet des chefs d'Etat. Cela pose la question de la réelle souveraineté de nos Etats, puisque le budget est l'un des principaux éléments de souveraineté. Dans un autre registre, la structuration de l'aide au développement pose problème. Il y a quelque chose à voir de ce côté-là.

Mais alors que les attentes des populations sont énormes, les Etats africains ont besoin de ressources additionnelles pour faire face à tous les défis actuels ?

Les populations africaines concernées par l'aide n'ont pas connaissance de sa répartition. Il leur est simplement dit que c'est pour lutter contre la pauvreté, moderniser l'agriculture, construire des infrastructures sanitaires ou scolaires ou encore lutter contre des maladies comme le paludisme, la tuberculose, etc., qui sont présentes sur le continent. Il n'en demeure pas moins que l'Afrique ne peut pas continuer à dépendre de l'aide des puissances occidentales, parce qu'elle a tout pour se développer.

Des ressources minières, naturelles, une main d'œuvre que nous n'exploitons presque pas, un potentiel démographique énorme duquel elle peut tirer meilleure partie, des secteurs porteurs d'avenir, etc. Mais avec toutes ces richesses, le continent, par endroit, vit de l'aide au développement. C'est un paradoxe. L'aide n'est pas nécessairement l'unique moyen de développement. Mais tout se passe aujourd'hui en Afrique comme si, sans l'aide, nous n'existons pas. Et cela a ses conséquences. Tant que les Etats africains ne prendront pas en main leur développement, ils auront à subir les agendas des donateurs. La preuve, l'Afrique subit aujourd'hui des programmes et politiques qui ne sont pas les siens. Et c'est dommage.

Pensez-vous que l'Afrique a pris le tournant de son indépendance vis-vis des " partenaires " internationaux ?

Les relations bilatérales ou de bonne amitié qui existent entre les pays africains et l'Occident ne prendront pas un nouveau départ par un coup de baguette magique. Il y a un profond travail à faire. Les déclarations de bonne intention ne suffisent pas. Il faut des actes concrets. Malgré nos cinquante années d'indépendance, nous avons encore du chemin à faire ! Je le répète, l'Afrique a tout pour se développer. Des richesses, des têtes bien faites, des programmes et politiques ambitieux, etc. Mais c'est la bonne volonté qui manque. La corruption, le clientélisme, l'absence de vision de certains leaders, l'impunité, la faiblesse des institutions, etc., sont autant d'obstacles à son développement.

Si la gouvernance en Afrique était exemplaire et centrée sur l'investissement dans l'humain et le bien-être des populations, si tous les pays africains étaient des modèles de démocratie, si nous faisons moins le débat de nos constitutions à l'orée de nouvelles consultations électorales, nous écrirons les plus belles pages de notre histoire commune. Les crises à répétition avec son lot de conséquences obligent l'Afrique à rester sous assistance internationale permanente. Et là où il y a crise, il n'y a pas de croissance, parce qu'aucune activité économique n'évolue dans un environnement trouble. Dans ces conditions, l'Afrique est obligée de faire face à ses réalités.

Selon certains analystes cette déclaration du président ghanéen montre qu'il y a une émergence d'un nouveau leadership en Afrique…

Le président ghanéen Nana Akufo-Addo a une vision pour l'Afrique, comme d'autres chefs d'Etat sur le continent bien évidemment. Il est vrai que les présidents se suivent, mais ne se ressemblent pas, surtout au Ghana, un pays qui a une profonde culture démocratique.

Le président Nana Akufo-Addo s'est lancé un défi à son élection. Celui de prouver aux Ghanéens qu'ils ont tort en ayant pas porté leur choix, plus tôt, sur sa personne pour diriger le pays. Dans ses actes, l'on sent qu'il a envie de faire quelque chose de mieux que ses prédécesseurs, de se faire un nom, de développer son pays, avec une méthode de gouvernance propre qu'il imprime. A ce titre, je partage l'avis de ceux qui pensent qu'il y a l'émergence d'un nouveau leadership en Afrique. Mais cela ne date pas d'aujourd'hui. Dans un passé récent, des dirigeants africains se sont illustrés de fort belle manière à des tribunes lors des sommets et grands rendez-vous internationaux. L'Afrique a une nouvelle classe dirigeante qui émerge !

Vous faites partie de ces jeunes africains qui incarnent ce nouveau leadership depuis quelques années à travers votre think-tank SOS Migrants qui lutte contre l'immigration illégale. Lors du sommet UA-UE à Abidjan, les voix se sont levées contre ce qui se passe en Libye. Pensez-vous que ces appels peuvent contribuer à mettre fin à l'immigration illégale ?

Il faut encourager la migration légale. Les voies clandestines choisies aujourd'hui par des milliers de personnes pour migrer ne sont pas les meilleures. Il faut condamner la migration clandestine et encourager les décideurs à prendre des mesures dans le respect du droit reconnu à toute personne de s'installer sur le territoire de son choix, conformément à l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Les barrières pour l'obtention du visa sont telles qu'il est difficile à un Africain de rêver un jour de l'Europe. Mêmes dans nos administrations, les agents de l'Etat ont souvent des difficultés pour avoir un visa dans le cadre d'une mission officielle à l'étranger. Alors qu'il est plus facile à un Européen de venir en Afrique. Il y a, là, un problème qu'il faudra nécessairement solutionner. Aujourd'hui, les nombreux appels à rester sur le continent ne sont pas suffisants. Ils paraissent inefficaces face à l'ampleur de la crise migratoire. Il faut agir. On a franchi le seuil de l'imaginable avec le reportage diffusé sur CNN récemment dans lequel des migrants sont vendus aux enchères comme esclaves en Libye.

Il faut rappeler que le phénomène n'est pas nouveau. La société civile africaine, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et d'autres associations intervenant dans la lutte contre la migration clandestine ont toujours tiré la sonnette d'alarme en insistant sur la réinvention de la traite négrière en Libye. Il a fallu ce reportage courageux d'un journaliste de CNN que je félicite au passage, pour que les gens se rendent compte que la dignité humaine est bafouée. Il faut aller au-delà du rapatriement des ressortissants africains en Libye. Certes, c'est une bonne chose, mais il faut faire mieux, notamment aider ces personnes. L'une des premières causes de la migration clandestine en Afrique, à part les crises, le changement climatique, la pauvreté, les guerres, c'est le sous-emploi. Il faut y faire véritablement face.

Quelles mesures concrètes préconisez-vous pour offrir à ces jeunes une alternative à l'aventure migratoire ?

L'accès des PME/PMI au financement en Afrique est un grand problème. Et cela brise les rêves de ces milliers de jeunes entrepreneurs qui ont de l'audace et de la volonté.

Il faut faciliter davantage l'accès des jeunes aux micros crédits. C'est fondamental et indispensable au renforcement de la croissance économique en Afrique. Cela fera du bien au continent. L'inadéquation formation-emploi est aussi un facteur du chômage et du sous-emploi sur le continent.

Actuellement en Afrique, 95% de jeunes étudient le droit, les sciences sociales et la gestion, 4% étudient l'ingénierie, la construction, les BTP, etc., et seulement 2%, l'agriculture, alors que cette dernière offre aujourd'hui de nombreuses et meilleures opportunités.

Il faut encourager la formation professionnelle et les filières techniques et mettre en place des politiques scolaires et universitaires en phase avec le marché de l'emploi, avec un système d'orientation rigoureux des élèves et étudiants. Il est temps d'agir !

Il est temps de prendre des initiatives audacieuses et pleines d'avenir pour cette jeunesse africaine qui va mourir en mer.

Nous devons tous agir pour tirer meilleur profit de notre dividende démographique. Il n'y a pas de moment plus propice que celui-ci pour donner à cette jeunesse la chance de nous prouver qu'elle a du potentiel et qu'elle a des idées à même de transformer notre continent. J'y crois fermement !

Source : Africanewsagency.fr

Annonce

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto,

PAYEZ facilement l'IRTR

à partir de votre mobile

TMONEY ***145*6*5*2#**

Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin

*(Exemple : TG **** BG)*

Vous recevez la notification d'imposition précisant le montant à payer

Confirmez le paiement

Saisissez votre code secret de compte TMoney pour valider la transaction

Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de l'opération.

FEDERER POUR BATIR

www.otr.tg

C M J N